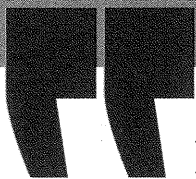


304 MILLIONS Tel est le montant de l'accord de swap (échange de devises) signé entre la Chine et l'Albanie. La Suisse, qui rêve d'en conclure un semblable, est toujours en position d'attente.



NORBERTO BIRCHLER

Le FATCA peut aussi s'appliquer à une fromagerie fribourgeoise

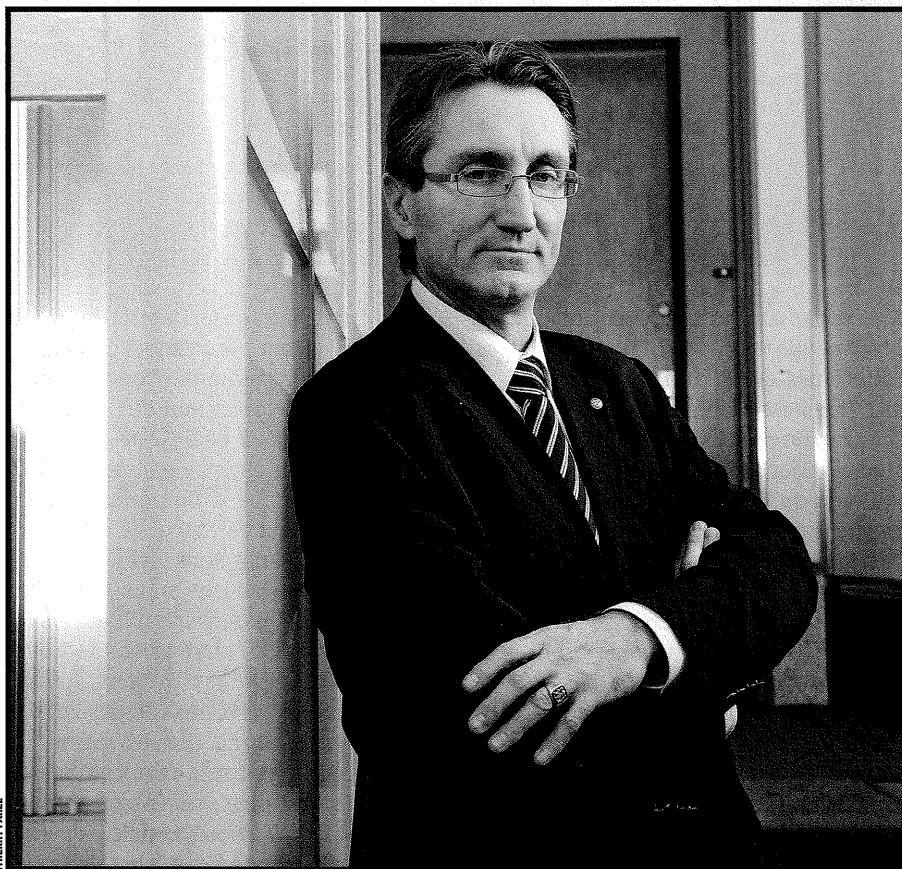
Fiscalité. L'accord fiscal entre Berne et Washington apportera de grandes complications. Même pour des entreprises n'ayant a priori aucun lien avec les Etats-Unis.

YVES GENIER

Avec le vote du Conseil national le 9 septembre, la Suisse a ratifié l'accord FATCA (Foreign Account Tax Compliant Act) avec les Etats-Unis. Ce texte prévoit l'application dans notre pays de la loi américaine de régularisation des comptes bancaires à l'étranger votée par le Congrès en 2010, et qui prévoit la transmission par les banques d'informations concernant les avoirs détenus chez elles par les contribuables américains. Or l'application de cette loi s'avère d'une complexité extrême, qui a justifié plusieurs reports de son entrée en vigueur, celle-ci étant désormais fixée au 1^{er} juillet 2014. Directeur de l'ARIF (Association romande des intermédiaires financiers), un organe d'autorégulation basé à Genève, Norberto Birchler explique les conséquences concrètes de cet accord.

Qui sera directement concerné par l'application du FATCA?

La liste n'est pas absolument claire car les définitions des personnes ou des institutions qui peuvent y être sujettes peuvent prêter à confusion. Aussi convient-il d'analyser la question dans l'autre sens: hormis les entités expressément exclues de l'accord passé avec les Etats-Unis, comme les collectivités territoriales, les assurances sociales et les caisses de retraite, les organisations internationales et la plupart des sociétés détenues et gérées par l'Etat, chaque entreprise, chaque institution, chaque association est susceptible d'être concernée par le FATCA.



THERRY PAREL

Qui sera le plus touché par cette règle?

Les établissements financiers qui ne savent pas qu'ils ont des clients américains. Mais ils ne seront pas seuls. Où s'arrête la définition des institutions financières? Est-ce qu'une copropriété, voire une PPE (propriété par étages), pourrait se voir englobée? Dans un certain sens, ces entités immobilières assument aussi un rôle financier. Aussi, il suffit qu'un détenteur de parts

soit contribuable américain – citoyen américain, détenteur de carte verte (*autorisation de résider et de travailler, ndlr*), voire une personne rentrant des Etats-Unis où elle a exercé des responsabilités entrepreneuriales – pour que l'entité doive, éventuellement, se mettre en conformité avec le fisc américain. Reste que l'application concrète de l'accord sera probablement moins contraignante.

